

La social-démocratie c'est fini : il faut construire la « gauche d'après »

Jean-Luc Mélenchon

L'appel à la conversion sociale-démocrate a été la formule privilégiée par une grande partie des responsables socialistes français comme des éditorialistes de gauche comme réponse à la défaite à l'élection présidentielle de 2007. Mais aucun d'entre eux n'a jamais expliqué ce qu'il entendait par « modèle social-démocrate ». Dans mon livre *En quête de gauche* j'ai fait une recherche approfondie sur les discours et les pratiques gouvernementales sociales-démocrates dans les principaux pays européens depuis les années 1990. La conclusion est sans appel : la social-démocratie comme stratégie et comme programme susceptible de proposer une alternative aux peuples est aussi morte que le communisme d'État. Pourtant le capitalisme de notre époque entre dans une phase où il déclenche une nouvelle fois des catastrophes financière, sociale et écologique d'une ampleur inégalée. Avec l'évolution dramatique de la crise écologique beaucoup se demandent si, cette fois-ci, ce n'est pas la société humaine elle-même qui est en cause. Devant cette situation si extraordinaire, nous sommes sans modèle politique. D'où l'importance d'avoir une bonne boussole de principes pour tracer les nouveaux chemins.

Une impasse théorique et stratégique

La social-démocratie, qui est dominante à gauche dans toute l'Europe, est à court de stratégie et de programme alternatif parce qu'elle n'a pas pris la mesure du changement de nature du capitalisme de notre époque. Elle se trouve dans une impasse théorique et stratégique qui est encore soulignée par son impuissance devant l'actuelle crise financière. Longtemps elle a cru ses méthodes indépassables. Dans la mondialisation libérale elle n'a fait que reproduire la vieille stratégie sociale-démocrate du 19^e siècle qui consistait à faire des prises d'avantages pour les travailleurs dans le cadre du capitalisme à l'échelon national. Cette stratégie est totalement épuisée depuis que le capitalisme a changé de nature et d'échelle. La transnationalisation du capitalisme et sa radicale réorganisation sur les seuls impératifs de financiarisation de tous les secteurs de l'économie sont des faits mal analysés et incompris dans

Peu après la rédaction de cet article (mi-octobre 2008), prenant acte du vote des militants socialistes français qui, lors de leur congrès, ont approuvé, à 80 %, les orientations de la majorité sortante du PS, Jean-Luc Mélenchon (sénateur) et Marc Dolez (député) ont pris la décision de quitter le PS et de fonder un nouveau parti nommé « Parti de gauche ». Dans une déclaration, il affirme que dans ce vote des militants « les orientations qui dominent la social-démocratie européenne l'ont emporté alors qu'elles conduisent partout à l'échec. Elles avalisent l'Europe du traité de Lisbonne. »

Le « Parti de gauche » se définit dans un projet de rupture avec le capitalisme et a pour horizon « la république sociale », selon la formule de Jaurès. Face à la dispersion des forces de gauche alternative, il propose de se rassembler en un front de gauche sur des points précis, pour des échéances concrètes. Dans ce cadre, les prochaines élections européennes revêtent une importance particulière. Il répond de façon positive à l'appel public du PCF pour la constitution d'un front progressiste européen de gauche lors de ces élections et s'engage pour la réussite de ce front afin de démontrer que le peuple français ne veut pas du traité de Lisbonne et veut une autre Europe.

La rédaction

l'Internationale socialiste. En effet, dans le cadre national le capitaliste industriel peut trouver intérêt à discuter avec les syndicats et à peser dans la définition des normes. Dans la mondialisation libérale, le capitalisme financier n'a plus besoin de faire aucun compromis politique ou social en contrepartie de ses prélèvements sur le travail. Le rapport de force que lui donne sa transnationalisation est d'autant plus écrasant qu'il est mal compris ou qu'il passe pour une loi de la nature.

Dans cette forme du capitalisme toute visée générale est rendue impuissante. La sphère financière a soumis à ses normes tous les compartiments de l'activité des sociétés. Ce résultat ne tombe pas du ciel ni d'aucun mouvement spontané lié au développement des sciences et des techniques. La mondialisation est d'abord un phénomène politique. Elle fonctionne comme une forme nouvelle de domination au profit de la rente. C'est la dictature de l'actionnariat. On constate donc sous toutes les latitudes une pression terrible pour sanctuariser le marché, pour le mettre hors de portée de la décision collective. C'est ce qu'a tenté de faire le projet de Constitution européenne, en proclamant la « concurrence libre et non faussée » comme le principe central de la vie de l'Union, auquel tout le reste doit être subordonné. Ce nouvel âge du capitalisme est allergique à la souveraineté populaire. Une tyrannie molle s'installe insidieusement et sous l'apparence d'un laisser-faire généralisé. Le marché ne peut pas avoir d'autre régulateur que lui-même. Par conséquent, son principal adversaire vient du fait que les citoyens se mêlent d'établir des normes et des lois susceptibles de s'opposer à une impulsion du marché. Il essaie donc de faire reculer partout la norme d'intérêt général, et donc la citoyenneté qui l'exprime, comme mode de conduite des affaires publiques.

Dans ces conditions, le credo social-démocrate de la « régulation » du capitalisme sonne dans le vide et ne peut avoir aucune prise sur le réel. Comment réguler en effet une réalité qui ne se soumet pas aux cadres de délibération et de prise de décision publique ? Comment réguler un système dont l'objectif même est précisément de s'affranchir de toutes les contraintes qui pourraient encadrer, orienter ou retarder son expansion ?

Cette contradiction majeure du discours social-démocrate sur la régulation explique que les sociaux-démocrates soient si démunis face à la crise actuelle du capitalisme. Comme ils se refusent à penser le dépassement du capitalisme et la nécessité d'introduire des ruptures avec l'ordre actuel, ils en sont réduits à soutenir le sauvetage et le rafistolage à tout prix du système.

La social-démocratie contre l'État social : l'exemple européen

En accompagnant la mondialisation libérale, on n'obtient donc aucun compromis et on finit par simplement accompagner le mouvement du

monde tel qu'il est ou même à le devancer dans la destruction de l'État social comme l'ont fait par exemple les sociaux-démocrates allemands, anglais, suédois ou danois.

Le démantèlement de l'État social

Le droit à la retraite en est un exemple emblématique car c'est un marqueur essentiel de l'État-providence construit par la gauche. Or sur ce thème la reculade sociale-démocrate est générale en Europe. Partout est programmé le passage à un âge de départ de plus en plus avancé, jusque et au-delà de 65 ans. Tony Blair a battu un record en relevant en 2006 l'âge de départ à 68 ans. En Allemagne, dès 2001, Schröder avait promu les retraites complémentaires privées par capitalisation. Depuis, la grande coalition, dont le ministre des Affaires sociales est social-démocrate, a décidé de passer l'âge de départ à 67 ans ! Encore faut-il ajouter que, pour bénéficier du taux plein, il faut avoir cotisé 45 annuités. Les sociaux-démocrates allemands font ainsi pire que la droite en France !

La conversion de la plupart des sociaux-démocrates à la doctrine libérale du « moins d'État » s'est aussi traduite partout par des coupes sombres dans les dépenses publiques. Non seulement Blair n'a pas remis en cause les privatisations de l'ère Thatcher mais il s'est lui-même attaqué à ce qui restait du secteur public : contrôle aérien, prisons, nucléaire, métro... En Suède également les sociaux-démocrates ont été les pionniers de la libéralisation. À partir de 1993 ils ont fermé un nombre record de bureaux de postes si bien que la Suède a aujourd'hui le plus mauvais taux d'accessibilité au service postal de toute l'Europe.

La redistribution par l'impôt qui était pourtant un pilier des programmes sociaux-démocrates a elle aussi été abandonnée. À la tête du Danemark de 1993 à 2001, Poul Nyrup Rasmussen, actuel président du Parti socialiste européen (PSE), a carrément supprimé l'impôt sur la fortune. Schröder a aussi accompli des exploits libéraux en matière fiscale. Sous son impulsion, le taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu est passé de 51 % à 42 % et l'impôt sur les bénéfices de 40 % à 25 % ! Et encore ce n'était rien par rapport à ce que vient de faire son dauphin Peer Steinbrück comme ministre des Finances de la grande coalition qui a fait passer de 25 % à 15 % le taux de l'impôt sur les bénéfices. Aujourd'hui, l'Allemagne est ainsi la championne d'Europe du *dumping* fiscal.

L'alliance puis le gouvernement avec la droite

Blair et Schröder n'ont pas hésité à négocier avec la droite l'adoption des textes les plus controversés. En Allemagne, ce fut le cas de la réforme Harz IV, votée en 2004 grâce à l'appoint des voix de droite. Et en mars 2006 Blair a fait voter la privatisation du financement des écoles secondaires avec l'aide des conservateurs.

Comme la social-démocratie ne parvient plus désormais à être majoritaire seule, elle n'hésite pas à s'allier avec des partis de droite, conservateurs ou libéraux, au nom du « gouvernement des meilleurs » et de « la seule politique possible ». Cette alliance se fait parfois alors même qu'une coalition de gauche majoritaire serait possible. L'exemple le plus significatif est celui de la grande coalition CDU/SPD qui gouverne en Allemagne depuis 2005. Mais c'est aussi le cas aux Pays-Bas où le Parti travailliste est en coalition avec la droite depuis fin 2006, en Autriche depuis janvier 2007, ou encore en Finlande où le parti social-démocrate a gouverné avec la droite jusqu'aux élections de mars 2007. Et même quand cette stratégie se solde par un recul électoral et la progression de l'extrême droite, les sociaux-démocrates s'y obstinent comme en Autriche où ils reconduisent leur grande coalition avec les conservateurs.

Il faut noter un point particulièrement aggravant. Dans la quasi-totalité des cas, les sociaux-démocrates n'ont pas la direction de ces gouvernements. Les Premiers ministres y sont de droite : Angela Merkel en Allemagne, Jan Peter Balkenende aux Pays-Bas. Il ne s'agit donc pas de coalitions où la gauche prend l'appoint qu'elle trouve à sa disposition pour gouverner et réaliser, malgré tout, une partie de son programme. C'est au contraire la gauche qui fait l'appoint pour que la droite puisse gouverner. Et cette stratégie précipite le décrochage électoral des partis sociaux-démocrates.

Un naufrage électoral

Les sociaux-démocrates ont perdu 13 des 15 derniers scrutins nationaux organisés en Europe. Et même quand ils gagnent encore de justesse, la réalité des résultats est calamiteuse. Grâce au mode de scrutin, le Labour dispose de 55 % des sièges au Parlement avec seulement 22 % des suffrages des électeurs inscrits ! C'est aussi le plus faible score jamais recueilli dans toute l'histoire électorale du pays par le parti vainqueur des élections. Le parti de Blair est passé de 13 millions de voix en 1997 à 9 millions en 2005. Et avec lui le peuple s'est largement dissout dans l'abstention qui est passée de 25 % en 1997 à plus de 40 % en 2005, et même à 77 % aux élections européennes.

L'écroulement est tout aussi impressionnant pour le SPD allemand qui a perdu les 12 derniers scrutins régionaux partiels. Ainsi, si la gauche est restée majoritaire dans le pays en 2005 c'est uniquement grâce au score du nouveau parti de gauche, Die Linke ! Mais le SPD a préféré gouverner avec la droite...

En Suède, un premier décrochage a eu lieu en 2003 quand les Suédois ont rejeté à 56 % l'entrée dans l'euro que défendaient les sociaux-démocrates. Puis, en 2006, le parti social-démocrate a été écarté du pouvoir en réalisant son plus faible score depuis l'instauration du suffrage universel en Suède en 1921.

Au Danemark, après avoir exercé le pouvoir de 1993 à 2001 sous la houlette du modernisateur Poul Nyrup Rasmussen, le parti social-démocrate s'est effondré à 25 % des voix aux élections de 2005.

L'impuissance avérée au niveau européen

L'impuissance de la social-démocratie s'est affichée avec une spectaculaire évidence lorsque entre 1999-2000, elle était à la tête de 13 des 15 gouvernements de l'Union européenne. Le bilan est des plus maigres. Il a été prouvé par les faits que tout le discours sur l'alternative sociale-démocrate grâce au cadre que constitue l'Europe n'avait aucun contenu concret. Le message donné peut être résumé comme suit : que les partis du PSE soient majoritaires ou non cela ne change rien. Par exemple lors du déroulement de la Convention européenne qui a préparé le projet de Constitution. La délégation du PSE était conduite par le social-démocrate italien Giuliano Amato, un ancien communiste. Il n'a proposé quasiment aucun amendement concret au projet présenté par le præsidium de Valéry Giscard d'Estaing. Alors qu'à l'inverse chrétiens-démocrates et libéraux les multipliaient. Cet épisode est révélateur du renoncement de la social-démocratie à être, si peu que ce soit, une force politique d'alternative au modèle dominant.

Plus près de nous, depuis deux ans, ce sont même les dirigeants sociaux-démocrates qui, au Parlement européen, sont moteurs de projets aussi inquiétants que le Grand marché transatlantique, avec lequel le gouvernement américain a trouvé un moyen supplémentaire d'enchaîner l'Europe à sa stratégie. L'atlantisme est devenu une constante du discours social-démocrate qui se prive ainsi de toute stratégie politique autonome en faveur de la paix.

La social-démocratie contre le peuple : l'exemple latino-américain

Pour faire face à l'ouragan libéral qui a déferlé de manière précoce sur l'Amérique latine, c'est d'abord vers les partis sociaux-démocrates que le peuple s'est tourné. En Bolivie (MIR), au Brésil (PSDB), au Venezuela (AD) ou encore au Pérou (APRA), ce sont ainsi des partis sociaux-démocrates, souvent affiliés à l'Internationale socialiste, qui promirent de faire reculer la pauvreté « tout en modernisant l'économie » par des mesures de libéralisation. Dès lors, en dépit des alternances électorales, les mêmes politiques économiques ont été poursuivies. L'échec de ces politiques finit dans des bains de sang et l'explosion totale du champ politique traditionnel.

Dans ces pays les sociaux-démocrates ne se sont donc pas contentés d'appliquer le libéralisme mais ils ont réprimé avec férocité le peuple lui-même. En 2000, le gouvernement bolivien auquel participent les

sociaux-démocrates du MIR répond par l'instauration de la loi martiale et l'interdiction d'émettre aux radios, à la révolte des quartiers populaires contre la privatisation de l'eau. En 2002-2003, les « guerres du gaz » voient cette fois-ci les populations les plus pauvres tenter un véritable blocus du pays pour empêcher le pillage de ses ressources. Le gouvernement y répond par l'envoi de l'armée contre les quartiers insurgés faisant plus d'une centaine de morts. Au Venezuela, c'est autour de la chute du pouvoir d'achat que se structure la révolte : le 28 février 1989 – dit « Caracazo » – la foule manifeste pacifiquement à Caracas. Elle est cernée puis massacrée par l'armée en vertu du plan Avila décidé par le président social-démocrate Carlos Andrés Pérez : 3 000 morts ! En Argentine, la répression du mouvement populaire par le Président social-démocrate De la Rúa fait cent morts quoique l'armée ait refusé de répondre à l'ordre d'intervention que le Président avait osé donner.

Le bilan pour la gauche traditionnelle est alors terrible. Dans tous ces pays, l'impossibilité de répondre aux besoins de la population en accompagnant le libéralisme dans le cadre national a concrétisé pour le plus grand nombre l'impasse de la social-démocratie, incapable d'ouvrir une alternative et se chargeant de réprimer ceux qui s'y essayaient. Dans ces conditions, souvent les anciens partis sociaux-démocrates furent tout simplement éliminés du paysage politique, privés de toute base sociale (AD au Venezuela, MIR en Bolivie, Parti libéral en Colombie). Ailleurs, d'autres sociaux-démocrates n'ont réussi à surnager qu'en occupant l'espace politique perdu par les partis de droite en déroute. C'est notamment le cas au Brésil ou au Pérou où ce sont des candidats sociaux-démocrates (Alckmin au Brésil, Alan Garcia au Pérou) qui réalisent autour d'eux aujourd'hui l'union de la droite.

De la social-démocratie au parti démocrate : le risque de disparition de la gauche

L'expérience latino-américaine montre que la dérive libérale des partis sociaux-démocrates peut parfois conduire la gauche à disparaître du paysage politique. Une des étapes de cette disparition est la mutation de la social-démocratie en simple courant « démocrate ». La source fondatrice de ce basculement vers une sorte de « post-gauche » se trouve aux États-Unis dans le tournant « modernisateur » que Clinton et les néo-démocrates ont imprimé au parti démocrate américain dans les années 1980. Je montre dans mon livre *En quête de gauche* que les blairistes et autres adeptes de « la troisième voie » dans tous les pays puisent à cette source unique.

L'exemple italien est très révélateur de ce glissement. En organisant le recentrage des sociaux-démocrates au sein d'un « grand » Parti démocrate ouvert aux centristes, Romano Prodi et Walter Veltroni ont littéralement détruit la gauche italienne. Aux dernières élections législatives, leur

stratégie a non seulement permis à Berlusconi de l'emporter avec 10 points d'avance mais il n'y a plus un parlementaire élu comme socialiste pour la première fois depuis 1895 ; et de même pour les communistes, pour la première fois depuis 1946.

Le PS français n'est pas à l'abri de cette mutation. Préparée à petites doses par Hollande durant ses 10 ans à la tête du PS, cette mutation idéologique a été incarnée ouvertement pour la première fois par Ségolène Royal dans la campagne présidentielle. Avec la défaite que l'on sait à l'arrivée. La plupart des dirigeants du parti français n'en tirent aucune leçon, pas plus que du naufrage italien. Lors du Congrès de Reims du PS actuellement en préparation, certains se contenteraient bien de changer de candidat tout en gardant la même ligne. Avec mes camarades de la gauche du PS, nous expliquons qu'il ne faut pas engager le parti plus loin dans cette voie. C'est notre premier objectif dans ce congrès. Nous le résumons en disant que nous voulons empêcher la mutation définitive du Parti socialiste en parti démocrate. L'issue de ce congrès sera donc déterminante pour l'avenir de la gauche française elle-même. Si les anciennes fractions de la majorité du parti devaient garder l'avantage, ce serait une situation d'impasse totale pour la gauche de notre parti. Elle serait de nouveau condamnée soit à des accords de directions qui ruineraient l'autonomie de son expression, soit à la marginalisation interne. Cette situation serait d'autant plus grave qu'il s'agit de la troisième rencontre de ce parti avec des événements majeurs devant lesquels il a, soit prouvé son impuissance soit montré son hostilité à la volonté populaire. Voyons cela dans sa dureté. En 2002 le candidat est battu à l'élection présidentielle dès le 1^{er} tour. Au congrès suivant les responsables sont maintenus à leur poste. En 2005 le parti se prononce pour le « oui » au référendum européen et le peuple vote « non » surtout dans les zones ouvrières de gauche. Les dirigeants sont encore maintenus. Mais les socialistes partisans du « non » sont mis en quarantaine. En 2008 juste avant la plus grande crise du capitalisme mondial, le parti adopte une déclaration de principe qui vante l'économie de marché. Puis, pendant la crise financière, les groupes socialistes des assemblées se contentent de s'abstenir dans le vote sur le plan de sauvetage des banques malgré son absence totale de mesures pour protéger les travailleurs et l'économie productive réelle. Ainsi face à trois crises majeures de la société en France, le Parti socialiste n'a eu aucune autre réponse que le *statu quo* et l'alignement sur la politique proposée par son concurrent de droite.

L'originalité du socialisme français : sociaux-démocrates et sociaux républicains

La mutation démocrate du PS serait une rupture d'autant plus marquante qu'historiquement et idéologiquement le parti français s'est toujours distingué de la social-démocratie en affirmant un modèle original

de « socialisme républicain ». Il puise sa source dans un Événement antérieur à l'émergence du mouvement social-démocrate : la grande révolution de 1789.

Pour les sociaux-démocrates en général toutes les valeurs morales et religieuses sont à peu près équivalentes et toutes acceptables, dans le respect du droit à la différence de chacun. Les formes institutionnelles de la démocratie politique sont jugées d'après leur aptitude à produire une décision correctement. Ils ne se soucient pas vraiment de savoir si elles sont également conformes à des principes de vie commune affichés, comme c'est le cas en République. Au contraire, le socialisme français, dont la colonne vertébrale a été durant longtemps le social-républicanisme de Jean Jaurès, s'est toujours adossé à une vision de l'histoire plus globalisante. « Au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est, dans l'ordre économique, réduit à une sorte de servage » dénonce Jean Jaurès. Dans cette vision, l'action politique soumet l'ensemble des rapports sociaux, inclus les rapports de production, à la délibération collective. Il faut d'ailleurs sans cesse les reconstruire pour les perfectionner en fonction d'une exigence absolue : l'intérêt général. Et celui-ci n'est pas la somme des intérêts particuliers. C'est pourquoi Jaurès affirme dans le même discours à l'Assemblée nationale en novembre 1893 : « le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale ». C'est là ce que je nomme le socialisme historique en France.

Ainsi en France, ce n'est pas seulement l'État social que le capitalisme de notre époque menace. Il percuté l'identité même de la France qui est basée sur l'existence d'un souverain politique collectif, d'une communauté légale une et indivisible et de la définition par chacun de l'intérêt général. Des structures nationales moins fortes se sont déjà écroulées dans le monde entier sous les coups de boutoirs de ce nouvel âge du capitalisme. En Europe, sous nos yeux, des nations sont en cours de fragmentation comme la Belgique, l'Italie ou l'Espagne...

Dans ce contexte, la relégation de la conscience républicaine organisée par le courant « démocrate » du PS et divers secteurs de l'extrême gauche se paye au prix fort. Le démantèlement des points d'appui fondamentaux de la forme républicaine de notre société n'est ni perçu ni combattu par eux. La compréhension de ce que vise la droite est rabougrie à une vaine protestation ponctuelle, au cas par cas, sans capacité à montrer la cohérence de la contre-révolution libérale ni ses implications de long terme sur notre société. Il est donc urgent à mes yeux de renouveler la présence et la parole critique du républicanisme socialiste sur la scène publique de mon pays. Et il est urgent que ce soit de gauche que parte le retour de cette visée de refondation républicaine de la France et de l'Europe.

Le devoir de réinvention de la gauche

L'engourdissement de la gauche en France peut conduire au pire, y compris à un naufrage à l'italienne. La ligne « démocrate » initialement

élaborée par Clinton puis Blair, s'est diffusée progressivement dans toute la gauche socialiste. Ses principes essentiels sont clairement identifiables. D'abord récuser l'opposition frontale entre gauche et droite. Puis nier la stratégie du rassemblement de la gauche au profit d'un rapprochement politique avec le « centre ». Enfin relativiser la question du partage de la richesse en tant qu'enjeu essentiel de l'arène sociale et politique. Force est de constater que cette ligne ne tient ni le choc de la campagne électorale ni celui de l'opposition. D'ores et déjà la paralysie gagne tout l'organisme du principal parti de gauche et à partir de là contamine tout l'espace de gauche. Demain, si l'emportent les tentations du changement d'alliance de la part du PS, la contrepartie sera une division et un encouragement au sectarisme qui peuvent détruire la gauche tout entière.

Faute de mots d'ordre de combat, faute d'organisation politique capable de porter la contre-offensive, beaucoup de citoyens engagés se laissent aller ou se découragent. Le premier devoir d'une conscience de gauche n'est pourtant pas de commenter seulement mais aussi d'agir, de faire quelque chose.

Je pense avec de nombreux militants socialistes et, je crois, aussi des électeurs socialistes encore plus nombreux, qu'il y a place en France pour un programme et un parti qui soient ancrés dans l'orientation du socialisme historique tel que notre histoire nous en a donné les moyens. C'est la condition pour dynamiser toute la gauche dans sa diversité. Face au vide politique actuel créé par l'effondrement idéologique et pratique du PS qui domine la gauche, je pense que la gauche de transformation sociale doit répondre à la nécessité d'une force politique nouvelle. La question est de savoir d'où cette proposition doit partir. Je n'exclus rien. Le Parti socialiste pourrait faire un choix qui l'y conduise à son Congrès. Ce serait le plus commode, le moins coûteux en énergie. Un nouveau front populaire pourrait être la force nouvelle, s'il était ouvert à toute la gauche sans exclusive et si son programme engageait la grande refonte sociale et républicaine dont le pays a besoin. Mais je n'ai pas l'intention de me bercer d'espérances dont les échéances sont toujours repoussées. Je sais que cette question doit se dénouer avant l'élection des députés européens car celle-ci sera la réponse concrète aux nombreuses interrogations politiques soulevées à gauche du fait de l'inféodation totale des partis sociaux-démocrates au traité de Lisbonne. On ne manque pas dans le monde d'exemples qui montrent qu'une réinvention très audacieuse de la gauche est possible. L'expérience allemande de Die Linke comme les expériences latino-américaines de réinvention de la gauche peuvent permettre d'ébaucher des axes pour faire vivre cette proposition de force nouvelle. Socialistes, communistes, trotskystes, écologistes, républicains et altermondialistes, nous avons aujourd'hui la responsabilité d'ouvrir un autre chemin que celui du reniement qui menace la gauche de disparition.

